

Hsi Hsuan-wou & Charles Reeve

DE MAO À TENG

**De la pénurie socialiste
à la sauvagerie capitaliste**

Entretien avec Kouan Pou-liao

Entretien avec Kouan Pou-liao, ancien fonctionnaire du ministère de l'Économie, dissident dans la clandestinité. Aujourd'hui réfugié à Hong Kong, il y travaille dans un grand établissement financier de la future ex-colonie. Fêru d'histoire et d'économie politique, il s'est aussi intéressé aux débats sur la nature de classe des régimes bureaucratiques. Nous l'avons rencontré dans son petit studio d'Aberdeen, au sud de Victoria, grâce à des anciens de la revue contestataire Minus.

CHARLES REEVE : La Chine traverse différentes formes de crise depuis près de deux siècles. Celle des vingt dernières années, inaugurée par l'arrivée des réformistes au pouvoir, a toutefois marqué un tournant. L'explosion pékinoise de 89 a d'ailleurs été le premier signal que la révolte est en train de changer de nature. Il faut en effet s'attendre à des explosions beaucoup plus graves dans les années à venir, et pas seulement dans quelques grandes villes. Pour mieux comprendre ces futures éruptions, ne peut-on essayer de revoir la genèse de celle de 1989 ?

KOUAN POU-LIAO : Dès 1985, dix ans après la fin de la prétendue révolution culturelle, la direction du parti était toujours à la recherche d'un équilibre entre les tendances qu'on appelait à l'époque gauchiste et réformiste. Dix ans plus tôt, en 1975, Teng Siao-p'ing [Deng Xiaoping] avait été nommé président du parti et vice-premier ministre. On pouvait alors penser qu'un nouveau compromis avait été trouvé au sommet de la classe dirigeante. Un an plus tard, avec la disparition de Mao, s'est ouverte une nouvelle période, au cours de laquelle la classe dirigeante a tenté de mener une politique économique plus cohérente. En reprenant le slogan des « quatre modernisations » (agriculture, industrie, techniques et défense),

la tendance réformiste, dirigée par Teng, a façonné la Chine, de façon décisive, pour les années à venir. Jusqu'en 1982-83, l'essentiel de l'effort des réformistes s'est porté sur le terrain politique, dans la reprise en main de l'appareil du parti, le renforcement de ses diverses instances, l'éloignement des éléments liés au gauchisme maoïste.

CHARLES REEVE : Était-ce une condition préalable à la restructuration des campagnes ?

KOUAN POU-LIAO : Avant de répondre, j'aimerais faire un bref retour en arrière sur le lien historique établi entre le parti et la paysannerie. La campagne, où vit la majorité de la population, est le cœur de la société. La forme maoïste du parti, l'histoire du PC chinois, sont marquées par cette dominante rurale de la société. Lorsqu'il prend le pouvoir, en 1949, le parti est déjà lié par un contrat implicite à la classe des paysans pauvres. C'est dans les zones rurales qu'il a bâti son soutien de masse, c'est là qu'il a puisé ses forces militantes. Au cours des années agitées de la prétendue révolution culturelle, lorsque l'armée et les maoïstes éprouvaient des difficultés à reprendre le contrôle de l'État, le parti a contracté, une fois de plus, une énorme dette envers la paysannerie. Lorsque, en avril 1967, Mao mettait en garde contre « *l'anarchisme [qui] dissout les objectifs de notre lutte et détourne son orientation générale* ¹ », il se référait au danger que représentaient les groupes rebelles. Ces rebelles étaient en effet en passe de prendre la tête d'un mouvement social qui échappait de plus en plus au contrôle des forces bureaucratiques qui l'avaient déclenché. Les tendances maoïstes voulaient se servir de la révolution culturelle pour épurer et réformer le parti. Il n'était nullement question pour elles de le détruire, comme le proposaient les rebelles. Débordé

1 *Le Quotidien du peuple*, 26 avril 1967.

sur sa gauche, Mao a ressorti sa vieille recette de « *l'encercllement des villes par les campagnes* » Cette tactique avait déjà profité au parti lors de la guerre contre le Kouo-min-tang et au moment de la prise du pouvoir. Cela signifiait que sa fraction dans le parti devait recruter des forces dans la paysannerie pour écraser l'ennemi : en l'espèce, les tendances radicales qui émergeaient de l'agitation sociale urbaine. L'immense force réactionnaire des paysans devait être jetée dans la bataille, à côté des tendances conservatrices du parti et de la bureaucratie syndicale. Les milices paysannes, solidement encadrées par les maoïstes, allaient prêter main forte à l'armée pour écraser les débordements.

CHARLES REEVE : Un participant actif de ce mouvement a précisé, quelques années plus tard, les circonstances de l'affrontement : « *En juillet 1967, Mao y voyant qu'il ne reprenait pas le contrôle des usines, a tout simplement envoyé l'armée contre les rebelles. Il y a eu des affrontements. Les militaires nous disaient : "Même si ici vous êtes majoritaires, que représentez-vous sur l'ensemble de la Chine ?" Alors nous nous sommes dit qu'il fallait convaincre les paysans de nous suivre. La tentative de mobilisation de "rebelles paysans" a été un échec total. L'incompréhension était beaucoup plus grande qu'entre nous et les ouvriers. (...) On peut dire que le parti est avant tout un parti paysan. Son assise est au sein de la société paysanne. D'ailleurs, la féroce bataille dans laquelle s'est achevée la Révolution culturelle a avant tout opposé paysans et citadins. A Kouei-lin [Guilin], 90 % de la population était du côté des rebelles. Le parti ne pouvant reprendre la ville avec les 10 % restant, il a dû mobiliser des dizaines de milliers de paysans ; chaque village devait envoyer son "détachement" qui était armé par le parti ². » Aujourd'hui,*

2 Hua Lin-shan, voir interview p. 208.

lorsqu'il s'agit d'expliquer la « révolution culturelle », les médias et les intellectuels occidentaux restent complices de la classe dirigeante chinoise ; ils reproduisent inlassablement la version fabriquée en Chine par les bureaucrates victorieux. La « révolution culturelle » a ainsi été réduite — par ceux-là mêmes qui ont dirigé les massacres — à un épisode sanglant dont la responsabilité incombe à des partisans d'un soi-disant communisme extrémiste. Ce qui a fait dire au témoin déjà cité : « *Aujourd'hui les autorités passent leur temps à nous présenter comme des fascistes, comme des gens qui ont commis de nombreuses violences, mais elles oublient de dire quelles étaient nos revendications, nos buts. (...)* » Que pensez-vous de la formule d'un ancien garde-rouge : « *On n'avait fait appel [aux rebelles] que pour mieux s'en débarrasser (...), quand on en a eu fini avec une certaine fraction du parti* ³ » ?

KOUAN POU-LIAO : Il est évident que la plupart des massacres de la soi-disant révolution culturelle ont été avant tout le fait des forces chargées d'écraser ces rebelles dont vous parlez. Dans le plus fidèle respect des traditions contre-révolutionnaires, les victimes de ces excès en ont été présentées comme les responsables. Ce qu'on appelle aujourd'hui la révolution culturelle est, en fait, la contre-révolution qui a écrasé dans le sang les tendances dont les buts d'émancipation sociale allaient à l'encontre des intérêts de ceux qui avaient déclenché l'agitation.

CHARLES REEVE : Pouvez-vous nous parler brièvement des années troubles, celles de la Bande des Quatre, qui ont suivi ces massacres ?

3 Li Chiang (ex-garde rouge, exilé à Hong Kong, animateur de la revue *Huang Hé*), *Le Monde*, 26-27 février 1978.

KOUAN POU-LIAO : De 1971 à 1976, le contrat signé entre le parti et la classe paysanne pauvre n'a pas été rompu. Au contraire, c'est le maintien de ce compromis qui a permis au parti de préserver, tant bien que mal, ses forces après l'hémorragie de la révolution culturelle. Une fois de plus, c'est en puisant dans les zones rurales que le parti a renouvelé ses cadres et reconstruit ses structures de base. Cela étant, l'intensité des luttes politiques a provoqué une désorganisation de la gestion centralisée de l'économie. Dans les campagnes, le contrôle du pouvoir central s'est émietté en partie. D'après les chiffres officiels, le revenu paysan dans les communes populaires aurait sensiblement baissé pendant ces années-là, y compris dans des zones agricoles traditionnellement riches comme le Sseu-tch'ouan [Sichuan]. Mais ce recul du revenu doit être interprété, avant tout, comme le recul du revenu officiellement comptabilisé, lequel correspond au surplus agricole extrait par l'État. En réalité, la courte période de la Bande des Quatre a été celle d'un essor sans précédent de la petite économie privée agricole, de la prospérité des marchés libres à la campagne. On a réalisé plus tard que ces années — gauchistes selon la terminologie officielle — ont correspondu, en fait, au développement des réseaux d'échange privés et des activités familiales. Celles-ci ont assuré alors jusqu'au quart de la production agricole totale. Lorsqu'en avril 1977 le pouvoir s'est vu dans l'obligation de rationner le riz dans les villes, prétextant de mauvaises conditions climatiques, il ne faisait que traduire sa difficulté de s'approprier le surplus agricole.

À l'époque, un haut dirigeant comme Houa Kouo-feng [Hua Guofeng] n'a pas hésité à tenir des propos alarmistes sur l'équilibre social et politique, présentant une Chine au bord du chaos et de la guerre civile. Il est possible que des franges de la classe dirigeante aient alors senti que ce relâchement du contrôle des campagnes était dangereux, que c'était le pas à ne point franchir, sous peine de perdre le contrôle de toute la

société. Le besoin urgent de consolider l'État et le parti a recommencé à s'exprimer au sein de la nomenklatura. D'ailleurs, dès 1975, la direction réformiste dénonçait l'échec des gauchistes de la Bande des Quatre dans leur tentative de renforcer l'esprit collectiviste chez les paysans.

CHARLES REEVE : Le chaos régnait. L'administration n'était plus en mesure de lever les impôts. Les paysans pouvaient donc consommer ce qu'ils produisaient et écouler leurs produits au marché noir. Arrivés au pouvoir, les réformistes devaient résoudre la question fondamentale du développement de l'économie : celle de la productivité agricole. Comment accroître la productivité sans bouleverser l'alliance entre parti et paysannerie ? Comment parvenir à extraire le surplus agricole sans menacer ce compromis fragile ? Plus que jamais, il était urgent de rompre l'immobilisme politique et de vaincre les hésitations qui, depuis des années, avaient été érigées en règle de gouvernement. Bien entendu, la question démographique pesait sur cette urgence. Mais il y avait surtout la pression de la grande industrie d'État, très gourmande de ressources. La modernisation du mode de gouvernement, l'évolution même des institutions du régime n'étaient-elles pas dépendantes de la solution apportée à ce problème ?

KOUAN POU-LIAO : Cette vieille question avait toujours été au centre des affrontements. La constante résistance de la paysannerie aux tentatives successives de collectivisation, et leur corollaire, l'extraction du surplus agricole par l'État, étaient le problème central de la politique chinoise que les bureaucrates ont toujours dû régler pour conserver le soutien de la paysannerie. Un modèle collectiviste souple, organisé autour de la cellule familiale, avait permis à la vieille paysannerie pauvre de préserver son identité ancestrale. C'est pourquoi le parti a toujours donné la priorité à la voie du compromis avec

la paysannerie et n'a jamais opté pour une collectivisation forcée. Curieusement, tout s'est passé comme si les bureaucrates chinois, tout en encensant les positions de Staline, avaient repris à leur compte la ligne de Boukharine. Jamais on n'a tranché en faveur d'une politique de collectivisation brutale. Ce compromis tactique avec la paysannerie a fini par devenir un élément indissociable de la stratégie du régime et par déterminer toute son évolution.

CHARLES REEVE : Jusqu'au déclenchement de la révolution culturelle, la politique d'accumulation de capital a été menée de façon classique. Tout en évitant de s'engager dans une collectivisation à outrance, le parti avait investi les surplus agricoles dans le secteur des biens de production, l'industrie d'État. Dès 1979, les réformistes semblent avoir voulu réviser cette orientation orthodoxe, donnant priorité à l'agriculture et à l'industrie légère...

KOUAN POU-LIAO : Pour comprendre cette nouvelle orientation du parti, il faut analyser les rapports entre les classes sociales. En effet, compte tenu de l'état chaotique dans lequel se trouvait le contrôle étatique de la production agricole au moment de la chute de la Bande des Quatre, le régime a été forcé de réviser ses projets à la baisse. La victoire des réformistes avait d'ailleurs provoqué des remous dans les campagnes, car la paysannerie craignait le retour à une politique autoritaire de collectivisation. D'octobre 1976 au milieu de 1977, des troubles ont été signalés dans plusieurs provinces et l'armée a dénoncé l'action d'éléments proches de la Bande des Quatre. Il n'est pas impossible que des secteurs de la bureaucratie locale aient en effet mis à profit ces inquiétudes pour fomenter des troubles dirigés contre la nouvelle direction du parti. Peu de choix a ainsi été laissé aux « réformistes » en matière de politique agricole. Ils n'ont pu que se soumettre au

rapport de forces existant, favorable aux paysans. Une fois de plus, l'option d'une collectivisation des terres était écartée et le renforcement du contrôle étatique sur la paysannerie remis à plus tard. Teng a bien compris cette situation en proposant une ligne politique défendant l'amélioration de la productivité agricole tout en respectant le développement de l'initiative privée des paysans. Il est vrai que l'accroissement de la productivité était toujours allé de pair avec des modifications introduites dans la forme juridique de la propriété de la terre, et cela depuis 1949. Et celles-ci correspondaient invariablement aux avancées et aux reculs de l'initiative privée. Le facteur fondamental de la productivité a toujours été la propriété privée des parcelles. La propriété privée étant une des bases du revenu paysan, sa liquidation non seulement aurait eu de graves répercussions sur la productivité, mais aurait réduit la part des récoltes revenant à l'État.

Contrôle des naissances

Dès qu'on visite les campagnes, on découvre que l'État a mis en place toute une bureaucratie chargée de faire appliquer la « planification des naissances » dans les villages. Il s'agit de fonctionnaires redoutés qui traquent les couples tentés de faire un deuxième enfant (même en payant l'amende). Au milieu des villages, il n'est pas rare que se dresse un panneau donnant la liste des mères et des femmes enceintes, de façon à ce que tout le monde en soit avisé et puisse signaler des femmes (mères ou enceintes) qui ne seraient pas sur la liste.

CHARLES REEVE : Finalement, on peut dire que la classe paysanne est sortie gagnante des années de la fin de la «

révolution culturelle » et de la Bande des Quatre. C'est elle qui a tiré le plus de profit de la désorganisation de l'État provoquée par les affrontements au sein du parti...

KOUAN POU-LIAO : Sans aucun doute ! Tout au long de ces années, les structures de la collectivisation agricole — qui avaient été instaurées dans la première phase du régime, de 1949 à 1966 — se sont effritées. L'activité privée des paysans s'est affirmée comme l'élément dynamique de l'économie, déterminant pour les années à venir. Pour survivre, les bureaucrates s'étaient constamment appuyés sur la paysannerie, même s'ils s'étaient toujours méfiés de l'aspiration des paysans à posséder la terre. Désormais, ils révisent en profondeur leur stratégie et décident de mettre à profit l'initiative paysanne pour sortir de la stagnation économique propre au capitalisme d'État.

CHARLES REEVE : À la fin de 1977, le *Quotidien du Peuple* lançait le mot d'ordre : « *La lutte pour la production doit prendre le pas sur la lutte de classes* ». Fallait-il y voir une révision de la ligne officielle vis-à-vis de la propriété privée ?

KOUAN POU-LIAO : Dans le même journal, les autorités expliquaient que : « *Tout système de répartition qui peut promouvoir la production est bon ; tout système qui entrave la production sociale est mauvais.* » Il s'agissait donc de revenir aux conceptions productivistes et aux critères du profit, tout en restant dans le cadre d'une économie planifiée. Qui plus est, on s'engageait à protéger les diverses formes d'activité privée qui étaient apparues au cours des années précédentes. Toutefois la légalisation des formes privées de propriété restait floue. D'après les nouveaux textes officiels, le paysan, ou la famille, ont le droit à l'usage de la terre mais ils n'en sont pas propriétaires. Juridiquement parlant, elle reste la propriété de

l'État. Parallèlement, on s'est attaché à établir un nouveau cadre juridique pour le fonctionnement de l'État, à se débarrasser de l'ancienne idéologie gauchiste et à faire un pas vers la constitution du fameux « État de droit », qui caractérise la société capitaliste moderne. Il fallait rétablir la confiance de la paysannerie dans un État fort et stable. C'est le sens de la campagne pour le renforcement de la « légalité socialiste », comme on disait en 1978 : épisode d'une longue série de luttes politiques sur la question des formes juridiques de gouvernement.

CHARLES REEVE : C'est à ce moment qu'interviennent les débats sur Confucius. Quel rapport avec cette nécessité de moderniser l'État ?

KOUAN POU-LIAO : Pendant et après la soi-disant révolution culturelle, les différentes factions du parti et de l'armée s'étaient engagées dans des affrontements politiques à répétition, provoquant un affaiblissement des organes de l'État et créant un vide du pouvoir central. Les valeurs morales de la Chine ancienne ont toujours été largement utilisées dans ces luttes internes. En se déchirant à propos de Confucius, les différents courants masquaient leurs désaccords sur la question de l'État et des méthodes de gouvernement. Tsie Nai a écrit quelque chose de très juste à ce propos :

Qu'un homme [Confucius] qui avait été incapable d'admettre les changements qui s'opéraient à son époque, il y a 2500 ans environ, et qui se tourna résolument vers un passé déjà situé à 500 ans de distance soit invoqué comme guide pour traverser les incertitudes présentes et futures du monde chinois est un des symptômes de la profondeur de la crise⁴.

4 Jenner, *The Tyranny of History*, p. 169.

CHARLES REEVE : L'idéologie maoïste était d'ailleurs elle-même imprégnée des valeurs confucéennes ! Dès 1972, un de nos amis, connaisseur de la culture chinoise, avait remarqué que les préceptes confucianistes se retrouvaient dans le *Petit Livre rouge* de Mao.

Le respect du pouvoir de l'empereur et de ses mandarins, respect de la hiérarchie sociale et familiale, et soumission volontaire de l'inférieur au supérieur, chacun accomplissant les devoirs de son état [le prince doit se conduire en prince, le sujet en sujet, le père en père, le fils en fils], ont toujours été utilisés par les gouvernements et le demeurent encore en République populaire d'après le catéchisme rouge actuel : « soumission de l'individu à l'organisation ; soumission de la minorité à la majorité [ce qui se traduit par la soumission de huit cents millions de paysans et d'ouvriers à une dizaine de millions de cadres maoïstes] ; soumission de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur ; soumission de l'ensemble du parti au comité central » (p. 281 du *Petit Livre rouge* de Mao). Le culte du chef génial couronne tout cet édifice « populaire » ⁵.

Qu'en penses-tu ?

KOUAN POU-LIAO : C'est très juste. Mais par la suite, Confucius a été mis à toutes les sauces. Dans la foulée de l'écrasement des radicaux de la révolution culturelle, une fraction de l'armée, avec à sa tête Lin Piao, avait essayé de prendre le pouvoir en profitant de l'affaiblissement du parti. Pour ce faire, elle s'était également réclamée des aspects du confucianisme qui favorisaient ses desseins : les autorités

5 Ngo Van, « Le maoïsme à travers le *Petit Livre rouge* », *Informations et correspondance ouvrières*, Paris, janvier 1972.

locales furent opposées au pouvoir central, et les valeurs moralistes de sacrifice, de résignation et de soumission érigées en principes de l'activité productive. C'est pourquoi la défaite de cette ligne (et l'élimination de Lin Piao, en septembre 1971) allait déclencher une intense campagne idéologique prenant pour cible les idées de Confucius, présenté cette fois-ci comme le représentant des valeurs conservatrices. La Bande des Quatre y a opposé les principes du légisme, courant datant de 500 ans avant votre ère, qui mettait en avant la nécessité d'un pouvoir fort dans un empire unifié, gouvernant par la loi plutôt que par la morale.

De ce point de vue, on peut dire que cette tendance se plaçait déjà dans une perspective de modernisation du capitalisme, puisqu'elle prônait la suprématie du pouvoir central. Une fois en selle, les réformistes de la ligne Teng ont, en 1976, mis fin à la campagne de critique de Confucius. Partisans tout autant acharnés d'une conception centralisée du pouvoir autour du parti, sûrs du fait que ce principe n'était plus contesté, ils pouvaient désormais reconnaître la nécessité de ménager les valeurs confucéennes auprès de la population, dans la paysannerie en particulier. On a d'abord revalorisé le principe de la hiérarchie du commandement. Puis on a annoncé le retour aux anciens critères dans la formation des cadres et une importante réforme de l'enseignement, jugés adaptés aux besoins de l'économie et à la reproduction de la classe bureaucratique.

Enfin, début 1979, le parti s'est dit prêt à restituer aux anciens capitalistes [d'avant 1949] les biens qui avaient été confisqués au cours de la révolution culturelle. Ces capitalistes ont été invités à mettre leur « expérience » au service de l'« *élévation de la productivité dans les entreprises* ». Sous le couvert de la pompeuse campagne en faveur de la « légalité socialiste », les nouveaux chefs communistes cherchaient à consolider et à moderniser la classe dirigeante. Et lorsque, en

décembre 1978, la Chine a rétabli des relations diplomatiques avec les États-Unis, l'événement a pris valeur de symbole. Les nouveaux chefs avaient gagné la maîtrise de la vie politique et le contrôle des instances supérieures de l'État. Ayant définitivement surmonté sa séparation d'avec la sphère d'influence soviétique, la Chine se plaçait comme puissance à part entière dans les rapports géopolitiques mondiaux. On pouvait laisser Confucius en paix !

CHARLES REEVE : Revenons au problème essentiel de la société chinoise et qui détermine tout développement futur : la question agricole, et, en particulier, la nécessité d'accroître la productivité. Le « Règlement du travail des communes populaires rurales », promulgué à la fin de 1977 par le Comité central, a constitué le document de référence de la politique agricole. D'après ce texte, une nouvelle autonomie était donnée à l'équipe de production et les paysans étaient invités à développer l'exploitation individuelle des terres. C'était un grand changement par rapport à l'ancien système, dans lequel les équipes de production (formées par les foyers du village) travaillaient d'après les directives du plan.

KOUAN POU-LIAO : Le problème central de tous les systèmes d'agriculture collectivisée est de trouver une forme de distribution du revenu qui puisse motiver le maximum d'effort individuel des paysans. En Chine, jusqu'alors, le calcul s'était fait sur la base des points de travail et le salaire paysan était égal à la somme des points. Chaque tâche réalisée par le collectif (la brigade de production) correspondait à un nombre de points. Il s'agissait, en fait, d'un système proche de celui du salaire aux pièces. Le revenu du paysan dépendait ainsi de l'efficacité de chaque collectif. Toutefois, l'augmentation globale des rendements n'avait pas toujours de répercussion sur le revenu des familles, celui-ci dépendant avant tout du surplus

agricole exproprié par l'État aux communes rurales.

C'est pourquoi les paysans investissaient l'essentiel de leur énergie dans les lopins privés, dont la surface pouvait aller jusqu'à 15 % des terres et où les rendements étaient souvent deux fois supérieurs à ceux des terres collectivisées. D'après la nouvelle politique agricole, les revenus paysans ont été directement liés à la productivité des unités individuelles.

Désormais les unités agricoles (les communes) ont confié l'exploitation de parcelles à des paysans ou à des familles. Les paysans ont eu le choix de rester liés à l'équipe de production, par un contrat pour l'exécution d'une tâche précise, ou d'exploiter la terre avec l'obligation de remplir un quota de livraison de produits. Dans ce dernier cas, le paysan a été libre d'organiser son travail et le surplus du quota livré à l'État lui est revenu entièrement. Cela a marqué une rupture radicale dans le fonctionnement de l'agriculture.

CHARLES REEVE : Le but premier de cette réforme de la politique agricole était-il de venir à bout du vieux système des communes de modèle soviétique ? Ou, au contraire, peut-on penser que « [la] *décollectivisation n'a pas été voulue par le pouvoir, mais [...] acceptée sous la pression de la paysannerie* ⁶ » ?

KOUAN POU-LIAO : C'est plutôt ça ! L'application de la réforme débute très lentement. D'après les chiffres officiels, à la fin de 1980, 20 % des unités agricoles avaient confié l'exploitation des parcelles à des familles ou à des individus. Mais, cinq ans plus tard, la presque totalité des foyers ruraux avaient adopté le nouveau système. Pourquoi ? Animés d'une ancestrale méfiance envers l'État, les paysans ont d'abord

6 Roland Lew, « Montée des différenciations sociales », *Le Monde diplomatique*, novembre 1988.

hésité. L'agitation des années précédentes, les constants revirements de la ligne officielle, tout les incitait à la prudence. Mais à partir du moment où ils ont compris que la situation leur était favorable et que les nouvelles orientations étaient menées par un parti qui avait retrouvé une cohérence interne, les paysans se sont engagés à fond. Leur enthousiasme a même dépassé l'attente du parti. Très vite, l'initiative paysanne a débordé les objectifs initiaux et balayé les résistances des secteurs de la bureaucratie qui continuaient à défendre le modèle collectiviste. Par la suite, bon nombre de cadres de la base, souvent issus des familles paysannes les plus aisées, ont pris eux-mêmes la tête du mouvement de décollectivisation. Et le parti s'est trouvé dans la situation du fait accompli, obligé de se soumettre à la dynamique de privatisation ainsi enclenchée.

Profitant de ce nouveau cadre juridique, la paysannerie a vite reconstitué l'unité traditionnelle de production privée autour de la famille et imposé le partage des terres absorbées par les communes. Au milieu des années 1980, la grande majorité de la paysannerie commençait à échapper au contrôle du pouvoir. La preuve en est que les taux de croissance de l'agriculture ont monté en flèche de 1978 à 1985. Et le niveau de vie des paysans, qui était resté stagnant depuis 1957, a doublé au cours de la même période ! On comprend que, dans l'esprit du paysan, la popularité de l'équipe Teng restera à jamais associée à la décollectivisation.

CHARLES REEVE : La libéralisation de la production agricole n'a-t-elle pas engendré de nouvelles inégalités au sein de la paysannerie ?

KOUAN POU-LIAO : Une fraction de la paysannerie s'est enrichie de façon visible. Dans un pays où un couple d'ouvriers ne gagnait que mille yuans par an, on a constaté l'apparition, dans les campagnes, de « foyers à dix mille yuans », premier

signe de contradictions sociales porteuses de nouveaux conflits. Les paysans pauvres étaient ceux dont la rentabilité des terres était faible pour des raisons diverses, allant de la qualité des terres à la quantité de travail fournie par l'unité familiale. Bien entendu, ils ont vite été rejetés hors du circuit des producteurs autonomes. On a assisté à un processus de concentration privée des terres reprises aux communes rurales. Le paysan a commencé à considérer que la terre qu'il travaillait lui appartenait ; il s'est mis à la louer, parfois même à la vendre ! Une fois de plus, le parti-État a suivi le mouvement, en adaptant le cadre juridique aux transformations sociales réelles. C'est ainsi qu'en 1983 on a autorisé officiellement la possession privée de machines agricoles. Autre conséquence, aux implications plus graves, on a autorisé le travail salarié des pauvres sur les terres des riches. Le démantèlement des communes et la concentration des terres avaient en effet libéré un immense surplus de main-d'œuvre.

Au début des années 1980, ce prolétariat rural représentait déjà, dans certaines régions, 50 % de la force de travail. À l'échelle de la Chine, ce pourcentage constituait des dizaines de millions d'individus. Peu à peu, ces paysans sans terre ont commencé à quitter les campagnes. C'est bientôt une marée humaine qui a balayé les contrôles autoritaires que le parti avait bâti depuis 1949. Même l'existence du fameux *hou-k'ou* [*hukou*], le livret de résidence qui attache tout Chinois à sa condition et à son lieu de naissance, a été inefficace pour endiguer un énorme mouvement de migration vers les zones urbaines, où ces prolétaires pensaient trouver les moyens de survivre.

Tout allait pour le mieux, en théorie du moins, puisque les résultats économiques obtenus convenaient parfaitement aux dirigeants. L'augmentation de la productivité devait favoriser un accroissement du revenu paysan. L'augmentation des surplus expropriés par l'État devait être le résultat logique.

Sur le terrain, les choses ont été plus contrastées. Tout d'abord, la mécanisation du travail n'a pas été la priorité des nouveaux paysans aisés. L'exploitation intensive des terres s'est faite surtout à l'aide de formes plus violentes d'exploitation du travail. Comme partout ailleurs, le travail agricole est fondé sur l'exploitation des membres de la famille. Est-ce un hasard si le travail des enfants est réapparu au moment même où l'on autorisait le recours au travail salarié chez les paysans aisés ? Cette réticence à la modernisation, par la transformation d'une partie du surplus agricole en machines, pouvait, en partie, s'expliquer par le manque de confiance de la paysannerie dans la nouvelle situation. Cette dernière redoutait tout particulièrement le flou juridique qui entourait la propriété. Après avoir consacré une partie importante de leurs revenus à améliorer leurs conditions de vie (construction de maisons, entre autres) et à consommer, les paysans aisés ont préféré placer le reste de leurs revenus dans d'autres activités : artisanat et industrie locale. La dynamique privée a, là aussi, bouleversé les vieilles structures. Comme ils l'avaient fait pour les terres des communes, les paysans aisés se sont partagé la plupart des petites usines, pour y faire travailler les paysans sans terre. Vers 1985, des dizaines de millions de prolétaires étaient exploités dans ce secteur industriel privé. Et, pour la première fois, la valeur de la production de ce secteur dépassait celle de l'agriculture.

Eugénisme

Selon un rapport de l'ONU sur la situation des femmes dans le monde, en Chine, les procédés modernes de détermination précoce du sexe auraient permis l'élimination de plus de huit millions de filles avant leur naissance.

Tout cela donne la mesure des bouleversements qui se sont produits dans les campagnes chinoises pendant ces années. L'autoconsommation des revenus et l'intérêt capitaliste porté aux petites industries privées exprimait un évident détachement des nouvelles couches paysannes aisées vis-à-vis de la stratégie du gouvernement. Cette autoconsommation des revenus a réduit d'autant les ressources qui devaient alimenter le fond global d'investissements de l'État. Le pouvoir a reproché aux paysans de se soucier seulement du court terme ! Dans le modèle classique du capitalisme d'État, ce dernier restait maître du surplus agricole et de sa répartition sous forme d'investissements. C'est également l'État qui devait déterminer la part de ce surplus à verser à l'agriculture, à l'industrie des biens de consommation et à celle des biens de production. Dans la nouvelle situation créée en Chine, l'expropriation du surplus, par voie d'impôt et des prix d'achat aux paysans, s'est révélée de plus en plus inefficace.

CHARLES REEVE : À la fin des années 80, les paysans aisés constituaient déjà une couche sociale structurée, dominant la production agricole et les industries locales. Dans quelle mesure cette montée en puissance a transformé la sociologie du pouvoir politique au niveau local ?

KOUAN POU-LIAO : Dès le début, les cadres communistes avaient craint, à juste titre, que le processus de décollectivisation n'entraîne un affaiblissement de leur pouvoir sur la société rurale. De fait, la bureaucratie locale a vite noué de nouveaux liens politiques avec la paysannerie. Et, du coup, elle a entamé sa propre transformation. Nombre de cadres locaux sont devenus eux-mêmes membres de cette nouvelle couche privée aisée. Car leur pouvoir leur avait permis de s'attribuer en priorité les meilleures terres et les industries locales les plus rentables, le tout entraînant en aval un système

étendu de corruption et de clientélisme. Cette nouvelle situation n'a pas manqué de provoquer des fissures dans la chaîne du pouvoir bureaucratique : conflits entre la base et le sommet du parti, et, à terme, affaiblissement du pouvoir central.

CHARLES REEVE : Bref, quinze ans après le lancement de la campagne de modernisation et de réformes, la société rurale chinoise n'a plus grand chose à voir avec ce qu'elle était au moment de la mort de Mao...

KOUAN POU-LIAO : La Chine reste certes un pays où le poids des campagnes est déterminant. Mais les lois du marché s'imposent comme des données cruciales dans la politique économique officielle. Ce à quoi on assiste, c'est au développement d'une économie marchande dont les intérêts prennent le pas sur les décisions et les intérêts de la planification centrale. C'est ainsi que, depuis 1985, l'achat des surplus agricoles par l'État ne se fait plus à des prix subventionnés. Les prix sont désormais négociés d'après ceux pratiqués sur les marchés privés. C'est clair ! La prétendue modernisation de l'agriculture a enfin bouleversé, de façon irréversible, la structure sociale de la Chine ancestrale. En dix ans, la population urbaine a quasiment doublé, passant de 15 à 25 % du total.

Cette nouvelle donne a modifié l'équilibre politique traditionnel dans le pays, fondé sur la relation entre le parti et la paysannerie pauvre. La paysannerie elle-même est désormais une classe éclatée, au sein de laquelle s'affirment des intérêts conflictuels. La décollectivisation et la concentration des terres, la formation d'une immense réserve de prolétaires, ont déstabilisé politiquement les campagnes. La pression migratoire et la croissance sauvage des villes ont fragilisé le modèle maoïste de contrôle de la population, lequel reposait

sur l'omniprésence des organisations du parti.

CHARLES REEVE : Le mur d'immobilisme de la société chinoise commencerait à se fissurer...

KOUAN POU-LIAO : Oui, mais à quel prix ! De nouveaux antagonismes de classes sont apparus, qui pèsent sur la reproduction de la vie sociale. Au début des années 90, la productivité agricole commençait à stagner et les conditions de la production agricole à se dégrader du fait de l'exploitation intensive des terres. Le recours à des formes sauvages d'exploitation du travail ne pouvait pas remplacer longtemps la faiblesse de l'investissement en moyens techniques nouveaux. Au même moment, les restrictions de l'intervention de l'État dans les campagnes causaient une dégradation des infrastructures hydrauliques, alors que l'usage intensif d'engrais épuisait les sols et nuisait à l'environnement. La modernisation sauvage aboutit à une nouvelle crise de la production agricole !

Dans un cadre radicalement différent de celui de jadis, la question de fond reste inchangée : quelle doit être la place de la production agricole dans le développement économique ? Entretemps, les inégalités au sein de la paysannerie ont pris de l'ampleur et se traduisent par des écarts entre régions riches et pauvres. La corruption fait des ravages, déstabilisant le contrôle bureaucratique et engendrant de nouveaux circuits de pouvoir. Pour l'État, il s'agit tout d'abord de préserver les moyens d'appropriation du surplus agricole, tout en se soumettant aux lois du marché privé qui se sont imposées. L'endettement croissant des grandes entreprises industrielles publiques traduisant les difficultés de l'État à assurer leur financement est un rappel constant de l'urgence du problème. De même que la montée de l'inflation dans les grandes villes apparaît comme l'aspect visible de toute cette chaîne de

dérèglements. C'est plus qu'un mur fissuré. La désorganisation sauvage du marché remplace l'immobilisme d'une planification inefficace. L'essence de la modernisation de Teng tient dans cette formule.

CHARLES REEVE : La politique de réforme avait trouvé un écho favorable dans le monde rural dans la mesure où elle apportait une réponse aux intérêts privés de la paysannerie. Dans la grande industrie, au contraire, l'introduction des nouvelles méthodes de gestion fondées sur le profit risquait de déranger le fragile équilibre existant entre le parti et la classe ouvrière...

KOUAN POU-LIAO : Dans l'esprit des nouveaux chefs du parti, le projet de modernisation de l'agriculture devait précéder celui de l'industrie. On s'est pourtant vite rendu compte sur le terrain que la modernisation de l'agriculture (activée par la dynamique privée) n'entraînait pas, comme prévu, la modernisation de l'industrie. Là aussi, j'aimerais revenir sur l'évolution des rapports de force entre la classe ouvrière et le parti. La fin de la révolution culturelle avait ramené un certain calme dans les usines. Le massacre des rebelles par l'armée et par les milices paysannes avait sauvé le parti *in extremis*.

Peu à peu, la terreur qui s'était abattue sur les villes chinoises s'était dissipée. Les bureaucrates, qui tenaient la direction des entreprises et contrôlaient les appareils syndicaux, savaient qu'il était indispensable de calmer le jeu et de ménager cette puissante classe ouvrière qui avait été, elle aussi, déchirée par les conflits de la révolution culturelle. Il fallait atténuer l'antagonisme apparu entre les vieilles couches ouvrières — plutôt fidèles au parti — et les jeunes ouvriers, qui avaient souvent pris le parti des rebelles. Dans ce but, une des premières décisions du parti a été d'accorder le statut d'ouvrier

permanent à la masse des jeunes ouvriers temporaires qui travaillaient dans les grands complexes industriels. La poursuite des luttes politiques mobilisait surtout les cadres et les activistes de base du parti. La grande masse des travailleurs est restée en dehors de cette agitation, attendant l'accalmie tout en tirant profit de la désorganisation bureaucratique pour survivre.

Nous avons vu que la paysannerie avait elle-même mis à profit cette période de confusion et de vide du pouvoir pour développer les réseaux privés d'échange et s'accaparer les terres et les petites industries. Les travailleurs de l'industrie ont, de leur côté, essayé de tirer le maximum des conflits qui faisaient rage au sein de la bureaucratie. Leur principal objectif était d'obtenir une réduction des cadences tout en préservant leurs maigres salaires. De 1970 à 1975, l'agitation politique a pratiquement paralysé la production dans les grandes usines, où continuaient à s'affronter les cadres des diverses tendances du parti, sous le regard passif de la majorité des ouvriers.

Je travaillais alors à l'usine de tracteurs de Nan-ning [capitale du Kouang-hsi]. En 1973, on y produisait plus de 5000 unités ; en 1976, la production était tombée à 1500 unités... Nous vivions dans un état de grève permanente, un total laisser-aller. La productivité des ouvriers était faible. Dans les ateliers, on rencontrait toujours beaucoup de monde et les cadences étaient très faibles, loin des normes des pays modernes. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les Chinois se montraient fort peu tayloriens. D'après la ligne du parti, l'organisation des postes de travail n'était pas une affaire de spécialistes, elle devait être l'affaire des ouvriers eux-mêmes. Or il se trouve qu'à cette époque les ouvriers se préoccupaient fort peu de leur travail... Ici et là, des partisans de la Bande des Quatre parvenaient à mobiliser des travailleurs contre la bureaucratie locale, déclenchant des mouvements de grève. L'objectif était, toujours, de récupérer l'insatisfaction ouvrière

au profit de telle ou telle tendance de la classe dirigeante. Ce qui explique la méfiance de la majorité des ouvriers vis-à-vis de ces conflits menés surtout par des groupes d'activistes.

CHARLES REEVE : Dès 1977, les réformistes insistaient sur la nécessité de renforcer l'autorité dans les entreprises et de mettre en place une gestion compétente. Cela impliquait l'abandon de l'égalitarisme paternaliste de la période précédente. Les stimulants matériels devaient remplacer à nouveau les stimulants politiques des campagnes idéologiques maoïstes. Le parti était-il en mesure d'imposer ces révisions ?

KOUAN POU-LIAO : Je me souviens d'avoir parlé à l'époque avec un journaliste occidental qui visitait une des plus grandes usines de fabrication de turbines et d'automobiles, à Kharbine, en Mandchourie. Il revenait stupéfait par le peu d'entrain des ouvriers à participer aux luttes politiques, mais aussi à la production. Leur préoccupation première était d'utiliser la confusion régnante à des fins de survie. Il avait découvert des ateliers pratiquement arrêtés, transformés en gigantesques dépôts de choux et de pommes de terre, stockées pour l'hiver... Cette anecdote montre le degré de désorganisation de l'appareil industriel et, surtout, l'affaiblissement de l'autorité à l'intérieur des usines. Le taux d'exploitation était réduit au minimum. À Kharbine, me disait ce journaliste, la productivité du travail était d'un niveau très inférieur à celle des usines occidentales. Des patrons japonais qui recommençaient, ces années-là, à sillonner les zones industrielles chinoises, avaient pour habitude de dire que : « *les Chinois travaillent au rythme de l'escargot* »... y compris là où les usines étaient équipées de machines modernes et de bonne qualité. Pour les « réformistes », il paraissait évident que seul le retour aux stimulants matériels — primes de rendement et salaire aux pièces — pouvait rétablir un réel rapport entre salaire et productivité.

D'autant plus que la faiblesse des investissements empêchait la hausse de la productivité par l'amélioration des techniques. Les bureaucrates devaient, avant tout, remettre au travail la classe ouvrière ! Pour y parvenir, il fallait d'abord briser les habitudes de résistance que les ouvriers avaient forgées tout au long de ces années de confusion.

Les ouvriers vivaient enfermés dans les gigantesques complexes industriels. C'est en se repliant sur ces lourdes structures que la classe ouvrière chinoise avait réussi à se protéger des luttes au sein de la bureaucratie. Pendant toutes ces années, elle a sans cesse négocié son soutien passif aux lignes successives du parti, en échange de garanties sur le statut de l'ouvrier permanent, le bol de riz en fer sorti intact de tant d'années d'agitation et de luttes de pouvoir. Par cette attitude conservatrice, la classe ouvrière était parvenue à sauvegarder sa sécurité au sein du système.

Fin 1978, au cours d'une intervention devant le IXe Congrès des syndicats chinois, Teng a posé ouvertement le problème de l'autorité dans les usines : « Les travailleurs doivent développer leurs glorieuses traditions de dur travail, d'abnégation et de discipline, en acceptant sans rechigner d'être mutés. » Il a ajouté que les syndicats « devaient aider énergiquement les entreprises » à appliquer des principes de modernisation et œuvrer pour une meilleure efficacité du travail. Un journal du parti, *Clarté*, précisait même que : « Il n'est pas suffisant de s'appuyer sur l'éducation politico-idéologique pour encourager l'ardeur au travail. » La décision de réintroduire les stimulants matériels et les primes semblait avoir été prise...

Les nouveaux dirigeants savaient que dans le salariat seul le salaire peut motiver l'ouvrier... Or, depuis le début des années soixante, les salaires des ouvriers chinois n'avaient pas bougé... ils avaient même baissé, si l'on tenait compte de l'abolition du système de primes. Une des premières mesures

concrètes prises par les réformistes a donc été d'augmenter les salaires. En même temps, et à l'adresse des dirigeants des industries d'État, on a précisé l'intention de réintroduire les critères de rentabilité dans la gestion des entreprises. Un mot d'ordre allait devenir célèbre : « C'est un honneur de faire des bénéfiques ; il est honteux d'être déficitaire ⁷. » Toutefois, conscients de la fragilité du rapport de force dans les usines, les « réformistes » de la ligne Teng ont momentanément fait preuve de prudence en évitant de prendre des mesures susceptibles de braquer les exploités et les gestionnaires. Quoiqu'il en soit, c'est au moment même où la « modernisation » réussissait dans les campagnes, que la grande réforme annoncée de l'industrie a été mise en veilleuse. Une fois de plus, le parti communiste a opté pour la diversion. Je tiens à rappeler que l'artisan de cette tactique a été Tchao Tseu-yang [Zhao Ziyang], le dirigeant limogé au cours du Printemps de Pékin de 1989.

CHARLES REEVE : Qu'entendez-vous par diversion ?

KOUAN POU-LIAO : Une des décisions principales concernait la création des Zones économiques spéciales. Dans ces zones, les capitalistes chinois fournissaient la force de travail et parfois les matières premières à des capitalistes étrangers ou issus de la diaspora qui apportaient les capitaux et les techniques, le but étant la production de marchandises destinées à l'exportation. Le pouvoir a canalisé vers ces zones une partie importante de la main-d'œuvre libérée de la production agricole. Plus important : les ouvriers y ont été soumis à de nouvelles formes d'exploitation, avec un statut contractuel, précaire et avec des salaires directement liés à la productivité. Ces conditions correspondaient au nouveau statut

⁷ *Le Quotidien du peuple*, Pékin, 27 août 1977.

des travailleurs, dit du bol de riz en porcelaine, que le pouvoir souhaitait généraliser à l'ensemble de l'industrie.

Le fait était que l'industrie chinoise, avec ses équipements vétustes à peine en état de fonctionner, avec ses unités industrielles engorgées par une main-d'œuvre improductive, était aux abois. Pour renverser la tendance et mettre un terme au désastre, il fallait prendre des mesures impopulaires. Il fallait réorganiser la production, réintroduire un rapport plus capitaliste entre salaire et productivité, diminuer le nombre des travailleurs improductifs, augmenter l'intensité du travail, remplacer les vieilles valeurs du volontarisme stakhanoviste par le salaire aux pièces.

CHARLES REEVE : Finalement, en décembre 1981, un décret a légalisé le droit au licenciement et on a parlé officiellement de la nécessité de faire disparaître le système d'avancement à l'ancienneté, une des valeurs sûres du statut du bol de riz en fer.

KOUAN POU-LIAO : Certes. Mais dans un premier temps les décisions de compression du personnel ont rencontré une farouche opposition dans les grandes unités de production, car il s'agissait d'une attaque en règle contre un des principaux avantages du statut d'ouvrier permanent. L'emploi à vie était, en effet, considéré par les travailleurs comme la valeur socialiste de base. Dans l'usine où je travaillais alors, le directeur lui-même disait : « Le principe de la sécurité de l'emploi, fût-ce à un salaire peu élevé, fait partie du système socialiste. »

Pour maintenir la paix sociale, les cadres d'industrie avaient tout intérêt à s'opposer au démantèlement du statut de l'ouvrier permanent. Ils ont donc traîné les pieds, faisant en sorte que, malgré la décision officielle, les mesures prises dans ce sens soient détournées ou ignorées. En 1983, 97 % des

ouvriers d'État étaient toujours protégés par le statut du bol de riz en fer et, dans des métropoles comme Changhai, le pourcentage de jeunes ouvriers y accédant était plus élevé en 1986 qu'en 1978 ! Vers la fin des années 80, le pourcentage de travailleurs sous contrat — bol de riz en porcelaine — restait très faible par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière, surtout si l'on se réfère à la grande industrie. Dans ce secteur, près de la moitié de la force de travail comptait plus de vingt ans d'ancienneté, preuve irréfutable de la lenteur des changements.

Par ailleurs, la productivité du travail restait très basse, fruit de la résistance passive des travailleurs aux projets de modernisation et de leur alliance de circonstance avec une partie du vieil encadrement qui se sentait menacé. En Mandchourie, vieille région industrielle, la politique de réduction de la main-d'œuvre a été appliquée de façon détournée, les travailleurs en surnombre étant simplement déplacés vers les services auxiliaires.

Une amie à moi travaillait dans l'énorme complexe pétrochimique de Ta-k'ing [Daqing], le plus grand de Chine, avec 120 000 travailleurs. Là aussi, on a évité les licenciements et l'on s'est limité à déplacer la main-d'œuvre vers d'autres tâches. De plus, les vieux ouvriers gardaient le droit de faire rentrer leurs enfants dans leur propre entreprise. La lourdeur de la structure industrielle, de ces gigantesques complexes — véritables États dans l'État —, rendait particulièrement difficile le démantèlement du statut du bol de riz en fer qui allait avec. Et comment les ouvriers pouvaient-ils quitter leur entreprise dès lors que logement, écoles, soins médicaux, tous les services de la vie quotidienne, étaient assurés par elle ? C'était un cadre global d'exploitation qui avait contribué à forger une puissante conscience de classe conservatrice chez les ouvriers et qui expliquait leur mobilisation contre les projets de réforme. Année après année, les gigantesques unités de production

déficitaires continuaient à engloutir une bonne partie des fonds étatiques destinés à l'industrie. C'est pourquoi des gens comme Tchao Tseu-yang ont compris qu'il fallait contourner le problème, faire diversion, comme je le disais auparavant.

CHARLES REEVE : Vous soulignez que cette opposition a pris des formes ambiguës et parfois contradictoires. La classe ouvrière défendait farouchement les avantages du bol de riz en fer, mais elle exprimait également un fort mécontentement envers l'immobilisme et les rentes de situation de la vieille bureaucratie.

KOUAN POU-LIAO : Oui, mais les réformistes ont su récupérer ce mécontentement. Comment raisonnaient les ouvriers ? « Bien sûr, les dirigeants au sommet ont changé. Mais, dans les usines, ce sont toujours les mêmes depuis la révolution culturelle. » Cette revendication était, bien entendu, soutenue par la nouvelle direction du parti.

CHARLES REEVE : D'après un ancien garde rouge : « *Il était nécessaire que les cadres, petits et moyens, puissent être contrôlés et critiqués par la base. C'est pour cela que M. Teng a donné la parole aux masses. L'opération ne s'est pas limitée aux affiches murales. M. Teng a voulu organiser des élections des contremaîtres dans les usines. Or que s'est-il passé à Canton ? Les élus se sont faits les porte-parole de la base, ils ont parlé de stimulants matériels. Les directeurs des usines — cadres moyens — ont pris peur et se sont arrangés pour les récuser. D'autres élections ont été organisées, mais cette fois-ci dans l'indifférence générale, la base ayant compris que c'était bidon.* ⁸ » Comment s'est établi le lien entre le

8 Un responsable de la revue d'ex-gardes-rouges, *Huang He* (Fleuve Jaune), Hong Kong, interview, *Le Monde*, 14 avril 1979.

mécontentement ouvrier et le mouvement dissident démocratique naissant ?

KOUAN POU-LIAO : L'agitation contre l'encadrement a rapidement gagné quelques grands centres industriels ; des grèves importantes ont été signalées à Changhai et à Canton. Le mouvement démocratique qui s'est exprimé par voie de taseu-pao [dazibao] s'est effectivement développé sur fond de conflit de classes. Parfois, des cadres réformistes du parti ont réussi à récupérer cette insatisfaction ouvrière, la retournant contre l'immobilisme de la vieille bureaucratie. Ici et là, on est parvenu à chasser les vieux cadres, aux habitudes trop bureaucratiques, pour les remplacer par des technocrates qui passaient, aux yeux des ouvriers, pour des dirigeants modernes et donc capables de leur apporter une amélioration des conditions de travail et de salaires.

Là-dessus, fin 1979, la vague des paysans migrants commençait à déferler sur les grandes villes. Dans le centre de Pékin, des mendiants et des déshérités manifestaient, dénonçant l'injustice sociale et les privilèges. Là encore, les réformistes n'ont pas hésité à reprendre à leur compte les slogans et les cris de révolte, les intégrant dans leur campagne. À ce stade, l'agitation sociale a menacé l'équilibre social fragile sur lequel reposait l'ensemble du pouvoir politique. Les affrontements entre les dirigeants communistes risquaient, à chaque instant, de se trouver submergés par la dynamique d'une révolte sauvage et violente. Tout cela a incité les dirigeants à mettre rapidement un terme momentané à leurs différends afin de neutraliser ce déchaînement de contestation populaire. Sur le moment, on n'a pas vu clairement la manipulation.

Aujourd'hui, avec le recul, je pense que nous vivons les débuts d'une situation d'instabilité sociale qui allait favoriser le développement d'un fort mouvement de dissidence urbaine et

l'éclosion des événements du printemps 1989.

CHARLES REEVE : Pouvez-vous être plus précis ?

KOUAN POU-LIAO : Résumons brièvement la situation. Les blocages résultant de l'essor de l'initiative privée dans les campagnes commençaient à se faire sentir dans l'ensemble de l'économie. Au début des années 80 déjà, le coût financier des subventions étatiques aux prix agricoles représentait la moitié du déficit budgétaire. De son côté — et pour les raisons que nous avons déjà mentionnées — la productivité de l'industrie d'État continuait à stagner. Incapable de profiter de l'amélioration de la productivité agricole, pressé de réduire le déficit budgétaire, l'État s'est vu obligé de rogner sur les investissements industriels, provoquant une hausse du chômage urbain. Toute une partie de la jeunesse des villes ne réussissait plus à trouver d'emploi dans les industries et les services soumis à restrictions budgétaires — cela au moment même où de nouvelles populations précaires déferlaient sur les grandes villes. Aux migrants, expulsés des terres, s'ajoutaient les millions de « jeunes instruits », qui avaient été soumis aux campagnes de « rééducation de masse », organisées après l'écrasement de la révolution culturelle.

En 1979, on estimait à 200 millions la population scolarisée dont environ 10 millions qui se présentaient chaque année sur le marché du travail. Le secteur industriel n'était plus en mesure d'absorber ce flot de main-d'œuvre alors même qu'il n'était plus possible, comme par le passé, d'envoyer ces jeunes à la campagne. Non seulement du fait de la résistance de la jeunesse aux mesures autoritaires mais aussi, et surtout, parce que l'économie rurale était désormais transformée par l'essor du secteur privé, sur lequel le contrôle du parti s'était relâché. Les conditions étaient ainsi réunies pour créer un mélange social explosif : une jeunesse oisive, une paysannerie

pauvre et dépossédée de la terre et un prolétariat industriel voyant ses acquis menacés.

Pour faire face au danger, les réformistes ont choisi la souplesse. Sacré Teng ! Il a tout d'abord ménagé l'ancienne classe ouvrière au bol de riz en fer. Cela lui a permis de l'isoler des secteurs précaires de la jeunesse urbaine et des prolétaires expulsés des campagnes. Il en est résulté un essor sauvage du petit commerce et de l'artisanat urbain, ainsi que de toutes les activités privées de type marginal (délinquance, prostitution, trafics). Paradoxalement, c'était aussi un facteur d'intégration et de stabilité sociale. Il a donc été toléré par le pouvoir communiste. Dans les villes, comme à la campagne, l'État s'est soumis aux intérêts du secteur privé, qui se nourrissait de la décomposition de la structure sociale de l'époque précédente. L'État a même garanti une protection légale aux activités privées d'exploitation. La publication d'une législation garantissant l'inviolabilité de la propriété privée s'est accompagnée de textes interdisant la grève dans les nouvelles entreprises privées. Afin de sauvegarder leur pouvoir et de préserver le fragile équilibre social, les bureaucrates ont accepté de lâcher du lest sur leur contrôle planifié de la société et de l'économie. Le carcan imposé par le parti-État, qui avait été naguère une des caractéristiques du modèle maoïste, éclatait en mille morceaux, balayé par les transformations de la société rurale et l'invasion des villes par un nouveau prolétariat.

CHARLES REEVE : Les nouvelles formes de délinquance, que le pouvoir avait stigmatisées comme actes de sabotage de l'ordre social, étaient-elles un des aspects du bouleversement des structures sociales par la modernisation ?

KOUAN POU-LIAO : Il s'agissait des premiers signes d'une profonde déstructuration de la société. Se sentant fragilisé dans

sa capacité de contrôle de la société, le parti a resserré les rangs. Recourant à la bonne vieille méthode de l'amalgame, il a mis sur le même plan révoltes populaires, délinquance et propositions démocratiques du mouvement dissident, taxées d'« ultra-démocratiques », l'essentiel étant la préservation de l'unité et de la stabilité du pouvoir central. La répression s'est tout d'abord abattue sur le mouvement des affiches murales du « mur de la démocratie ». Les jeunes dissidents ont été arrêtés, persécutés. Wei Tsing-cheng a été condamné à quinze ans de prison. Cette reprise en main musclée s'est accompagnée d'une campagne en faveur de la légalité socialiste et, pour la première fois depuis 1949, un nouveau Code pénal a été promulgué. Mais ces mesures, qui tendaient à moderniser les formes juridiques du pouvoir, à instaurer un embryon d'« État de droit », n'ont pas empêché les bureaucrates d'étendre la répression totalitaire. De spectaculaires procès publics ont été organisés dans des stades, au cours desquels des milliers de délinquants étaient « jugés » et exécutés.

CHARLES REEVE : C'est alors que dans les cercles du pouvoir on a commencé à manifester des craintes de voir naître une situation « à la polonaise », avec naissance de « syndicats libres » ?

KOUAN POU-LIAO : Effectivement ! Dès le début 1981, des grèves ont éclaté dans plusieurs régions, dans de grands complexes de l'industrie lourde. Le mouvement était suffisamment important pour que Teng lui-même en parle publiquement. La direction des syndicats officiels, inquiète, a pris position, en lançant une mise en garde aux « éléments perturbateurs ». À l'origine, c'était une révolte contre la mise en application de nouvelles normes augmentant l'intensité du travail. Mais la montée de l'inflation grignotait les revenus ouvriers, plaçant la question des salaires au centre des

revendications. Tout en restant isolés dans l'immensité de la société chinoise ces mouvements posaient le problème de l'organisation syndicale indépendante.

Je me souviens que l'organe des syndicats officiels, *Le Quotidien des ouvriers*, a admis que dans un certain nombre de villes, dont Changhai et Wou-han, des ouvriers avaient exigé la constitution de syndicats indépendants en faisant référence au mouvement polonais Solidarnosc. Fini le temps où le parti pouvait mobiliser les ouvriers du bol de riz en fer pour les utiliser dans ses luttes fractionnelles. Pour la première fois depuis 1949, des travailleurs des grands centres industriels se mobilisaient contre le parti et envisageaient de créer de nouvelles organisations capables de défendre leurs intérêts. Je pense que cette revendication d'un syndicalisme indépendant marquait également une percée des valeurs marchandes dans le monde du travail. De fait, les travailleurs revendiquaient un fonctionnement plus moderne, libre, du marché de la force de travail, dont le prix devrait être discuté et négocié par des organisations indépendantes de l'État, et non plus déterminé par celui-ci.

Les médias chinois avaient largement parlé des révoltes polonaises, qu'ils présentaient comme le signe de la crise mortelle de ce qu'ils appelaient le révisionnisme soviétique. Des textes sur Solidarnosc avaient été traduits et publiés par le gouvernement lui-même, dans le but de faire prendre conscience aux hauts fonctionnaires du danger que présenterait pour le régime l'émergence d'un syndicat libre. Bien entendu, ils sont parvenus aux syndicalistes dissidents et ont commencé à circuler sous le manteau. Dès que l'idée de syndicats libres a fait des adeptes chez les ouvriers, le silence sur le cas polonais est devenu la règle. Mais, vous savez, la nomenklatura chinoise est un véritable panier de crabes. Et, aujourd'hui, si on a de bonnes relations, on peut même se procurer une copie du carnet de santé du vieux Teng...

Je voulais revenir à cette revendication d'une force de travail libérée des contraintes bureaucratiques. *A priori*, elle ne semblait pas en contradiction avec les projets des réformistes, lesquels cherchaient également à briser le bol de riz en fer. Mais la convergence entre les deux forces s'arrêtait là. Pour le parti, toute modernisation devait être menée sous le contrôle de l'État. C'était la garantie de sa domination de classe. D'un autre côté, les réformes n'étaient acceptées par la vieille classe ouvrière que dans la mesure où elles promettaient une amélioration de ses conditions de vie ; elles étaient vivement rejetées chaque fois qu'elles posaient la question de la nécessaire augmentation de la productivité. Ces divergences ont, une fois de plus, été surmontées par une répression féroce. Si l'on en croit le journal des syndicats officiels — et, sur ce chapitre, nous avons toutes les raisons de leur faire confiance — les « menées contre-révolutionnaires » ont été « écrasées par les organes compétents de l'État » !

CHARLES REEVE : Pourtant, tout n'était pas immobile dans la Chine urbaine et dans les relations de travail...

KOUAN POU-LIAO : Non, bien sûr. Peu à peu, le nouveau statut contractuel s'imposait. Il s'est tout d'abord généralisé dans l'agriculture et dans les petites industries locales. Il s'est ensuite étendu aux secteurs de l'économie parallèle qui se développaient dans les grandes villes, à l'ombre d'une économie étatique stagnante. Avec l'arrivée de nouvelles populations dans les villes, vivant en dehors du cadre des unités productives du capitalisme d'État, est née une forte demande de services, d'activités commerciales et artisanales, de petite production de biens de consommation. Si l'existence d'une énorme réserve de force de travail disponible et très bon marché était un facteur favorable au développement de ce secteur, le dynamisme du processus s'est expliqué aussi, en

partie, par la présence des valeurs de l'initiative privée portées par les paysans nouvellement débarqués. Le prolétariat flottant urbain a ainsi été intégré, malgré lui, dans le nouveau secteur précaire du bol de riz en porcelaine.

Les conditions d'exploitation y sont particulièrement violentes ; et si les salaires sont plus élevés que ceux des ouvriers du bol de riz en fer, il ne faut pas oublier que ces travailleurs précaires ne possèdent ni la protection sociale ni les autres avantages sociaux. Vers la fin des années 1980, on estimait que les entreprises privées employaient en Chine 30 millions de personnes. Pour la plupart, de petites entreprises de 10 à 30 salariés, spécialisées dans la production de petits biens de consommation, les transports et le bâtiment. L'essor de ce secteur privé a mis en évidence la faiblesse du secteur étatique. D'après un document officiel, la part de la production de l'État dans la production totale est tombée de 83 % en 1978 à 67 % en 1987, les autres secteurs économiques incluant les entreprises privées représentant 33 %. Et, dans certaines régions, la production privée assure environ la moitié de la production totale.

CHARLES REEVE : Quelle était la situation dans les Zones économiques spéciales ?

KOUAN POU-LIAO : Là, le régime a pu généraliser le travail contractuel, mieux adapté aux besoins d'une véritable exploitation capitaliste. Non seulement il reconnaît légalement la précarité du travail, et donc le chômage, mais il établit un rapport direct entre salaire et productivité. Dans les grandes entreprises industrielles des ZES, tous les salariés ont des quotas à atteindre, beaucoup plus élevés que ceux des entreprises d'État. Ceux qui ne les atteignent pas ne touchent pas leur salaire. Qui plus est, la discipline y est extrêmement dure, les sanctions prises contre les salariés qui contreviennent

à la discipline du travail sont très sévères. En soi, l'existence de ce secteur est la preuve même des difficultés du capitalisme d'État à faire fonctionner de façon rentable ses industries et à poursuivre ainsi le processus d'accumulation.

L'ouverture aux capitaux étrangers a permis au régime de contourner les problèmes issus du blocage de la politique de réformes dans la grande industrie. Ce « choix » était dans la logique historique du PC : ne jamais heurter de front les résistances de classe, mais, au contraire, les contourner, les encercler, comme disait Mao, le joueur de go. Si l'État pensait pouvoir s'appropriier directement une partie de la plus-value extraite dans les ZES et bénéficier des infrastructures créées par les capitalistes privés, ce qui comptait surtout était de réussir à canaliser les millions de paysans chinois chassés des campagnes par la « modernisation » de l'agriculture, que le secteur étatique était incapable d'intégrer, c'est-à-dire d'exploiter.

CHARLES REEVE : En somme, une profonde fracture divisait le prolétariat chinois.

KOUAN POU-LIAO : Oui, désormais le statut du bol de riz en porcelaine ne s'appliquait plus seulement aux travailleurs agricoles et à la petite industrie privée ; il régissait également les conditions d'exploitation de grandes zones industrielles. Jusqu'alors, la conscience ouvrière s'était forgée dans le cadre de ces gigantesques complexes d'État. Le bol de riz en fer était ainsi identifié au socialisme. Ce statut, la classe ouvrière avait su le défendre au cours des années, au gré des luttes au sein de la classe dirigeante. Avec la percée du statut contractuel, c'est une nouvelle mentalité qui est apparue. Fini l'immobilisme ; l'insécurité est désormais la valeur dominante. Mais ce sentiment d'insécurité gagne également les secteurs à statut permanent, progressivement menacés par l'expansion

continue du secteur contractuel, qui annonce la fin de leur condition protégée. Cela est d'autant plus vrai qu'une forte inflation ronge irrémédiablement les salaires du secteur du bol de riz en fer, rendant ces travailleurs de plus en plus dépendants des activités parallèles et du travail au noir pour maintenir leur revenus.

En outre, ils se trouvent soumis de plein fouet à la concurrence et aux conditions du travail contractuel. Leur résistance n'a pu être contournée qu'en ayant recours à l'expansion des ZES et sous la pression du prolétariat flottant, qui envahissait les zones urbaines. Ce nouveau prolétariat précaire est à l'image du prolétariat surexploité du tiers-monde. C'est une classe plus éclatée, plus soumise aux diktats du capital. En même temps, elle manifeste une plus grande mobilité et une capacité d'initiative nouvelle, propices à une exploitation plus intensive. Du point de vue capitaliste, c'est une force de travail libérée du carcan bureaucratique qui s'offre sur le marché.

Les gigantesques unités industrielles où régnait une utilisation massive de la main-d'œuvre avaient épuisé les possibilités d'accroître l'exploitation du travail par une extension continue de l'appareil productif. La modernisation de la production exigeait l'abandon des anciennes conditions de travail et la formation d'une classe ouvrière capable de se vendre au prix du marché. Le bol de riz en porcelaine donne, justement, au prolétaire une condition plus « moderne ». Il annonce la fin du vieux prolétariat, dont la survie est directement liée à celle des grands complexes industriels de l'époque maoïste.

CHARLES REEVE : Dans votre bilan, toute perspective d'émancipation est absente ! Un observateur critique de la situation chinoise écrivait récemment à ce propos :

La révolution chinoise a rencontré inévitablement le problème de l'émancipation humaine, l'évidence de la souffrance sociale, de la misère et de l'humiliation des opprimés à l'échelle considérable d'un pays-continent en pleine décomposition. Elle a tenté d'apporter des solutions au malheur social et humain. Mais ce n'était pas sa tâche première ; la libération nationale était plus importante que la libération sociale, du moins aux yeux des "libérateurs", le petit milieu social des intellectuels devenus les militants. Il était indispensable et urgent de changer la structure économique-sociale de la Chine pour sauver la nation, et continuer à exister. C'était là l'impératif et l'ordre des priorités. Quant à l'auto-émancipation sociale des opprimés par eux-mêmes, il a bien fallu se rendre à l'évidence : la question n'était pas d'actualité, et d'ailleurs n'intéressait guère les animateurs du projet révolutionnaire. Elle était, à vrai dire, dénuée de sens ⁹.

Qu'en pensez-vous ?

KOUAN POU-LIAO : Je souscris pour l'essentiel à ce point de vue. Quelques remarques toutefois. Tout d'abord une telle analyse ne peut se faire que dans le temps de l'histoire. C'est après coup qu'on peut parler ainsi. Depuis 1949, il y a eu des moments de rupture sociale au cours desquels on a pu croire à la possibilité d'auto-émancipation des opprimés. Je pense en particulier à des moments de la soi-disant révolution culturelle et aussi au printemps 89. Et c'est dans ces moments-là aussi qu'on a compris que les animateurs du processus révolutionnaire n'étaient que des animateurs d'une libération nationale qui impliquait la négation de tout projet d'émancipation sociale. La Chine est définitivement entrée

9 Roland Lew, « Chine : "socialisme réel" et espace pour l'auto-émancipation sociale », *Utopie critique*, Paris, janvier 1995.

dans le monde capitaliste moderne. Ses campagnes, ses villes sont désormais soumises aux lois du capital, plus d'un milliard de personnes est entraîné dans le tourbillon des relations marchandes. L'enfantement douloureux marque la réussite du pouvoir bureaucratique, dont les transformations de la période Teng ne sont que la dernière phase. Les éléments du discours idéologique du socialisme scientifique de jadis se retrouvent aujourd'hui dans l'idée que le peuple chinois se fait du progrès. Progrès et développement sont des synonymes que personne ne remet en question. Le fameux développement des forces productives n'apparaît nullement contradictoire avec le développement sauvage du capitalisme privé.

Le progrès, c'est le gigantisme des immeubles, la pléthore de voitures, la frénésie de la consommation de masse. Même la destruction massive de l'environnement, les graves problèmes écologiques sont acceptés comme le coût du progrès ! C'est pourquoi, en bonne logique marxiste-léniniste, le drapeau rouge flotte sur les tours, les banques et les hôtels en construction. Qui plus est, l'intégration de la Chine dans le marché mondial, l'intérêt et la convoitise des capitalistes pour son marché intérieur sont des facteurs qui renforcent le consensus social. Les règles de la consommation, la soumission aux lois de la marchandise sont les limites de la nouvelle liberté individuelle, le champ possible de l'épanouissement de chacun. Les rigidités du fonctionnement collectiviste ont volé en éclat.

De ce point de vue, les réformes de Teng ont été socialement acceptées, adoptées avec volontarisme et initiative. Dans ce processus, il y a donc peu de place pour des interprétations qui feraient la part belle à la « trahison » par les dirigeants des idéaux du socialisme. Bien au contraire ! Le but avoué du socialisme n'était-il pas le fameux développement des forces productives de la mère-patrie ? Le passage à l'économie mixte et l'essor du capitalisme d'initiative privée

ne sont-ils pas la preuve de la réussite du système socialiste chinois ?

CHARLES REEVE : Avec le développement sauvage d'un capitalisme privé va-t-on assister à la modernisation de la bureaucratie ?

KOUAN POU-LIAO : Inévitablement, l'essor du capitalisme privé devrait provoquer un éclatement de la forme précédente du capital, concentré entre les mains de l'État. Le dysfonctionnement de la planification et l'inégalité régionale du capitalisme privé vont aggraver la disparité géographique du développement et des revenus. Les inégalités sociales vont s'imposer, de façon brusque et violente, dans une société qui avait longtemps été caractérisée par l'égalitarisme de la pénurie. Avec, pour conséquence, une montée des antagonismes de classes. De nouvelles couches sociales vont se structurer ; d'autres vont, au contraire, voir leur poids social s'affaiblir en raison de leurs liens avec les secteurs stagnants de l'économie. Le précédent compromis entre les classes, sur lequel se fondait le pouvoir des bureaucrates, sera déstabilisé et l'âpreté de la lutte politique traduira la recherche, à tâtons, d'un nouveau compromis social. La corruption n'est pas la cause de la crise économique et de la modernisation économique. Elle n'en est que la conséquence !

Derrière la sauvagerie du capitalisme et l'éclatement des structures de l'économie étatique, on assiste à une mutation de la classe dirigeante. Dans tous les nouveaux champs d'activité du capitalisme privé (de la production agricole privée aux ZES), la bureaucratie tisse ses liens avec les forces capitalistes de l'intérieur et de l'extérieur. La vitalité des relations marchandes a même permis l'intégration d'anciens dissidents et opposants. D'ex-gardes rouges sont devenus des caïds du marché noir, d'ex-militants du mouvement démocratique sont

devenus des spéculateurs à la bourse. Ce sont des battants, des fonceurs ; ils ont leur place dans le nouveau monde des affaires.

Peu à peu, les conséquences du processus de modernisation retirent à la classe dirigeante les anciens moyens d'action sur les mécanismes de l'économie. Le poids croissant des acteurs privés et l'extension du marché libre jouent un rôle chaque fois plus déterminant dans la régulation de la vie économique.

D'après la formule officielle, le développement des forces du marché est planifié par l'État. En fait, la réalité est plus proche d'une situation où ce sont les forces du marché qui pèsent progressivement sur les choix de la planification. Afin de préserver sa position de classe, la bureaucratie doit s'adapter à la nouvelle situation : continuer de piloter à vue l'économie, même avec les moyens affaiblis de la planification. Elle doit, de surcroît, garder le contrôle de la vie sociale. La répression massive, qui avait fait les beaux jours du maoïsme, doit être remplacée par un nouveau type de coercition, tout aussi brutal mais plus sélectif. La création d'une force anti-émeute de plus d'un million d'hommes (effectifs dont on vient d'annoncer le doublement), qui intervient violemment au moindre conflit, en est la preuve palpable. La crise sociale en gestation au cours du processus de réforme a atteint son point d'explosion au cours des événements du printemps 1989. Les blocages et les contradictions de la modernisation de l'économie y ont éclaté au grand jour et les intérêts conflictuels en présence ont pris une forme politique au sein même du parti. La mutation et la modernisation de la classe dirigeante s'est aussi opérée à l'occasion de ces conflits sociaux. Dans les moments d'affrontement violent, lorsque les intérêts en jeu se dévoilent, c'est de la survie même de la bureaucratie qu'il en va. En affrontant les problèmes et en leur apportant des ébauches de solutions, la classe dirigeante prend conscience de ses

nouvelles forces. Ainsi se dessinent les contours d'une nouvelle idéologie de l'intérêt général, condition nécessaire à la poursuite de l'exploitation du travail.

CHARLES REEVE : Vous analysez donc le printemps 89 comme le point d'explosion des contradictions sociales accumulées au cours des années précédentes...

KOUAN POU-LIAO : Tout à fait ! Mais aussi comme un de ces moments charnières où tout aurait pu basculer. Une deuxième fois, Teng et les siens ont réussi à sauver la bureaucratie. Début 1989, des millions de ruraux se trouvaient à la dérive, déambulant à l'intérieur du pays, déferlant sur les villes à la recherche d'un moyen de survie. Les plus chanceux s'installaient dans les ZES. La presse commençait à désigner cette population sous le nom de prolétariat flottant. Peu à peu se sont joints à eux des citadins qui ne trouvaient plus de travail dans les industries d'État. Ces prolétaires se regroupent, par centaines de milliers, devant les gares, prennent les trains d'assaut, envahissent les bourgades et les villes. À en croire les chiffres officiels, ils étaient, en 1989, 50 millions ; dont plus d'un million à Pékin, à Canton et deux millions à Changhaï. Les administrations des villes ont été, bien entendu, débordées par ces arrivées massives de population. L'espace urbain s'est transformé. On a assisté à la naissance de quartiers riches et à l'extension des quartiers pauvres. Deuxième conséquence de cet afflux vers les villes : le contrôle rigide de la population, tel qu'il existait depuis 1949, a volé en éclats. Malgré la survivance des comités de quartiers, chargés de surveiller les habitants, l'État ne semble plus en mesure de contrôler les populations des villes comme auparavant. À Pékin, par exemple, l'administration sait parfaitement que seule la moitié des résidents temporaires est enregistrée.

En avril 1989, alors que les étudiants commençaient à

manifester, nous avons appris que de graves émeutes avaient éclaté en province et qu'elles avaient été réprimées. Les émeutiers pillaient les magasins, brûlaient les bâtiments officiels, affrontaient la police. L'existence d'un profond mécontentement social ne pouvait plus être caché. On apprenait par ailleurs que, par endroits, les paysans sans terre commençaient à s'organiser en bandes. Ces bandes attaquaient les gares et pillaient les trains de marchandises. « Tout ce qu'il y a là, nous l'avons payé de notre sueur et de notre sang », a déclaré l'un d'eux, arrêté par la police. Des groupes prenaient même d'assaut les trains, prétendant exproprier les bureaucrates et hommes d'affaires en voyage. Pendant un court laps de temps, les mobilisations estudiantines ont pris une ampleur nationale, cristallisant les attentions et reléguant au deuxième plan les révoltes sociales. Elles ont rapidement révélé l'état explosif de la société et l'étroite marge de manœuvre du pouvoir.

Il est devenu évident que ce dernier ne pouvait pas prendre le risque de voir la révolte populaire déborder l'agitation démocratique des étudiants. Or c'est néanmoins ce qui est arrivé. De tout cela, je ne vous parlerai pas moi-même. Je sais que vous devez rencontrer des gens qui ont été directement impliqués dans les événements.

À eux la parole...

Extrait de Hsi Hsuan-wou & Charles Reeve
BUREAUCRATIE, BAGNES ET BUSINESS
Rencontres avec des chinois
Éditions L'Insomniaque, Paris, 1997, pp. 65-100.

